

Contribution au 34e congrès du PC

Dominique Blanchard, Fédération de Paris / Section Paris 13

Force d'appoint ou force d'alternative

Pour ne parler que d'une crise du logement qui dure à n'en plus finir, sans être une exclusivité nationale ou européenne, faut-il des campements et des occupations pour se rendre compte qu'il y a des sans-logis? Fallait-il attendre des drames humains pour s'indigner de cette réalité si bien cachée qu'est le logement insalubre? Faut-il attendre des expulsions de squats faute d'avoir relogé en amont les occupants? Qu'attend-on pour réhabiliter des Foyers de Travailleurs Migrants qui tiennent davantage du casernement que du logement social et dont la sur-occupation quasi générale n'est que le résultat du manque de places et une solution de fortune pour les sans-papiers ? Faut-il les visites-occupations inopinées d'appartements par des jeunes étudiants pour mettre en lumière une spéculation éhontée?

Peut-on se satisfaire de l'objection des listes d'attente pour le logement social, des plans de résorption de l'habitat insalubre, de l'objectif réalisé ou dépassé des 20% de logement sociaux, de la mise en œuvre de programmes de logements sociaux, d'une comparaison favorable avec d'autres arrondissements ou communes en matière de Centres d'hébergements et de Foyers de Travailleurs Migrants, quant de toute évidence l'impuissance des Conseils municipaux face au marché spéculatif de l'immobilier est avérée ? Ne suffit-il pas d'ouvrir les yeux pour voir combien d'immeubles d'habitation ou de bureaux, d'espaces, commerciaux, culturels ou associatifs, sont neutralisés depuis des années pour s'en rendre compte?

Et si on construisait davantage de logements sociaux (pour répondre à la demande)? Et si on appliquait la loi de réquisition? Et si on imposait une contrainte d'affectation et/ou d'usage après 3 ans de neutralisation de quelques bâtiments, locaux, surfaces que ce soit sous peine de confiscation? Et si l'on portait le taux de logements sociaux à 50%? Et si on entravait la spéculation en contrôlant le marché de l'immobilier?

Peut-on accepter que les réhabilitations des Foyers de Travailleurs Migrants puissent se faire sur le dos des résidents sans permettre de les reloger tous, et durablement, sous prétexte du droit à un espace privatif plus intime et de mixité sociale, et en cassant un système d'organisation et d'identité culturelle africaine, solidaire, ici et dans les villages des pays d'origine? **Et si on construisait de nouveaux foyers en repensant leur architecture et en les intégrant dans la ville?**

Au-delà de la crise du logement

Peut-on accepter une guerre aux pauvres qui, en les chassant de l'espace public, dessert le mieux vivre pour tout un chacun (suppression de bancs, de sièges, pose de plots...) ? **Et si on interdisait la pauvreté par des droits nouveaux à un toit (foyers, centres d'hébergements...), à la nourriture (cantines), à la santé (dispensaires de proximité), à l'hygiène (bains publics)... gratuits?**

Peut-on accepter l'esclavage des sans-papiers pris en otages par des patrons sans scrupules? Peut-on accepter leur traque méthodique, ciblée, et stratégique par une police en obligation de résultats? **Et si on les régularisait?**

Alors que les privatisations restent, à l'échelle nationale, un des piliers d'une politique libérale dictée par le système capitaliste aux pays membres de l'Union européenne, peut-on laisser au privé et/ou privatiser des services publics de proximité d'intérêt général (eau, ordures ménagères, nettoyage, polices, transports....)? **Et si on renationalisait?**

Alors que la gauche de gouvernement a failli à plusieurs reprises (et en particulier en poursuivant les privatisations), ce n'est pas en continuant d'apporter notre caution au Parti socialiste qu'on pourra contribuer à mettre en œuvre de telles orientations sociales et conformes aux droits de l'homme, sans une volonté politique de remettre en cause un système qui neutralise le plus grand nombre par une aliénation à la propriété privée, à l'automobile et au pétrole, à la consommation et aux crédits qui vont avec.

Quel congrès préparons-nous dans les conditions des dernières séquences électorales, après d'une part une élection présidentielle avec sa candidature isolée et son résultat catastrophique et d'autre part des élections législatives inscrites dans la même stratégie de cavalier seul?

Qu'ensuite le Parti ait privilégié pour les élections municipales de s'entendre dès le premier tour avec le PS (en porteur d'eau) dans le seul but d'avoir des élus (sans peser plus à gauche) relève d'une tromperie pour la gauche de gauche, malgré des résultats inégaux dont l'analyse que fait la direction lui permet de revendiquer la place de 3^{ème} force politique du pays à la place d'une LCR qui a le vent en poupe?

Et tant pis pour les sans, les couches populaires, les services publics et l'intérêt général...!

Soyons responsables et reconnaissons que :

- soit on admet que la gauche de gauche, celle qui rejette la social-démocratie, le bipartisme, est écartelée par des intérêts de boutique et reste condamnée à l'impuissance, et on participe de cette impuissance, tout en revendiquant d'être plus utile que d'autres, dans un système institutionnel que pourtant nous condamnons, pour corriger à la marge les ravages du libéralisme sauvage ;
- soit on se remet en cause et on remet l'ouvrage sur le métier pour construire avec d'autres forces une alternative, sans revendiquer quelque leadership conditionnel que ce soit.

En marge des congrès à venir du PS et du PCF, force est de constater que, de «Gauche Avenir» (démarche commune de communistes et de socialistes) au «P.O.I.» (le Parti ouvrier indépendant que crée le Parti des tTravailleurs) en passant par «la Gauche alternative» (les Collectifs pour une Alternative au libéralisme), par les Alternatifs, «Maintenant à Gauche» (opposants des Collectifs à la candidature de José Bové), les Communistes unitaires (partisans de candidatures antilibérales et alternatives communes) dont je suis, par le NPA (le Nouveau Parti anticapitaliste créé par la LCR), le M'PEP (Mouvement politique pour une éducation Ppopulaire, à l'initiative de minoritaires d'ATTAC), et jusqu'à *l'appel de Politis* (plus large) chacun y va de sa démarche pour reconstruire la gauche, une gauche de gauche, une gauche antilibérale et/ou anticapitaliste.

Mais ces démarches s'inscrivent dans des options différentes, une nouvelle gauche «plurielle» rassemblée sous la houlette du PS, une nouvelle force politique alternative (fédération?) à gauche du PS, un Parti radical rejetant le PS, le PCF, Les Verts?

A nous de choisir soit de rester une force d'appui d'un Parti socialiste libéral et démocrate, soit d'aller avec tous ceux qui le souhaitent vers des états généraux d'une gauche de rupture avec le capitalisme pour construire une force d'alternative. Je souhaite faire prévaloir cette deuxième option.

Quant au devenir de notre organisation, sans remettre en cause la nécessité d'un communisme d'idées, ni l'histoire du communisme français, je me prononce pour l'abandon de la forme parti (institutionnelle) et pour l'abandon du label français (fermé) alors que la mondialisation de l'économie est présente au quotidien dans la vie de tout un chacun et qu'elle appelle celle des mobilisations et des luttes; me vient l'idée d'un nouveau communisme et/ou d'un mouvement communiste.

Paris le 31 août 2008